Le 26-09-2016

Télécharger ou imprimer au format PDF

Secrétaire national chargé des relations internationales à la Conférence internationale organisée par la coordination européenne anti-euro*"Que faire après l'Union européenne ?" à* Chianciano Terme (Italie), 16-18 septembre 2016

Table ronde N°5 - Samedi 17 septembre - 09:30 à 12:30
Thème « France: Les alliances pour démondialiser » avec les interventions de :

Jacques Cotta, cinéaste, journaliste (France télévision), auteur et fondateur du site internet « la sociale », Michèle Dessenne, vice-présidente du Parti de la démondialisation (Pardem), Yves Rouille, ancien dirigeant syndical CGT, Joël Perichaud, relations internationales du Parti de la démondialisation (Pardem)

Je continue sur la lancée des camarades qui m'ont précédé et qui ont très bien décrit la situation en France.

Comme ils l'on montré, notre pays est touché par la mondialisation néolibérale. En fait ce sont tous nos pays qui sont touchés par cette mondialisation néolibérale. Et la mondialisation néolibérale s'applique grâce aux institutions qui en sont les piliers : FMI, Banque mondiale, OMC, OTAN et l'UE. L'UE impose avec zèle et à coup de directives (avec parfois décalage dans le temps), aux peuples des pays membres ces politiques néolibérales violentes.

Prenons un seul exemple, pour ne pas être trop long, celui de la directive « travail ». Elle consiste à déréguler, c'est à dire à casser les droits des travailleurs et à précariser les salariés et leur famille. L'objectif, sans rentrer dans les détails, est double : accroître les profits en faisant pression sur les salaires et le temps de travail et rediscipliner le salariat. C'est à dire, éliminer la résistance à ces politiques et en particulier les organisations syndicales. Ou du moins, celles qui organisent la lutte revendicative, les autres, les « réformistes » comme ils les nomment sont complices et donc encouragées et aidées, notamment avec l'appui de la CES.

Même si cette directive a été mise en place avec de légères variantes en Espagne, en Italie, en France (Loi El Komhry), en Grèce, etc., elle illustre parfaitement la nocivité des politiques et des mécanismes de la mondialisation néolibérale et de l'UE. Partout ou le néolibéralisme sévit, des plans dits « d'Ajustement structurel » sont imposés.
Ils consistent, sous prétexte d'améliorer la production et l'offre, à imposer le marché sans limite. Concrètement, c'est l'ouverture du pays aux capitaux étrangers et au commerce international ; la

déréglementation du marché du travail et la « réduction du poids de l'État ». C'est-à-dire, la privatisation de nombreuses entreprises. C'est ce que l'économiste américain John Williamson a appelé le « consensus de Washington », en soulignant que ces exigences sont communes aux grandes organisations internationales (Fonds monétaire international, Banque mondiale...) dont la plupart ont leur siège à Washington.
Ces plans prévoient des baisses de dépenses publiques conjuguées à des hausses d'impôts afin de rétablir l'équilibre budgétaire des États « à problème ». Inutile d'illustrer...nous avons tous en tête l'exemple de la Grèce...

L'évidence qui s'impose, c'est de sortir du néolibéralisme. Comment ? En démondialisant, c'est à dire en supprimant les règles et les automatismes imposés par le capitalisme
international en les remplaçant par des traités élaborés par et pour les peuples eux-mêmes.

Sur quelles bases démondialiser ? En ce qui nous concerne, sur la base d'un programme en 10 points :

I.- Annuler toutes les « réformes » néolibérales prises ces quarante dernières années.

II.- Reconquérir la souveraineté de la France dans les domaines politique, militaire et diplomatique, en sortant de l'Union européenne, de l'OTAN, en démondialisant, pour bâtir de nouvelles relations internationales fondées sur le co-développement.

III.- Reconquérir la souveraineté monétaire et financière en sortant de l'euro, en démantelant les marchés financiers en France, en organisant le dépérissement de la Bourse et en faisant défaut sur la dette publique pour pouvoir la restructurer.

IV.- Reconquérir la souveraineté économique et industrielle par le retour à la nation des grands groupes industriels, de services et médiatiques, par des mesures protectionnistes dans le cadre rénové de la Charte de La Havane de 1948, pour une mutation écologique, sociale et démocratique des modes de production, de distribution et de consommation.

V.- Reconquérir la souveraineté fiscale condition nécessaire pour faire basculer le partage de la valeur ajoutée en faveur du travail et construire des politiques d'égalité.

VI.- Instaurer le droit opposable à l'emploi effectif permettant l'emploi pour tous, l'État étant l'employeur en dernier ressort.

VII.- Restaurer, refonder et élargir la Sécurité sociale et tous les services publics pour garantir la justice sociale.

VIII.- Bien vivre dans une société qui préserve la biodiversité et les ressources fossiles, tout en assurant son autonomie alimentaire par le développement de l'agriculture paysanne, et son autonomie énergétique par une sortie progressive du nucléaire.

IX.- Refonder l'instruction publique, développer la recherche, promouvoir la langue et la culture françaises.

X.- Reconstruire l'État républicain pour garantir l'intérêt général et les libertés publiques, la démocratie, la laïcité, et l'indépendance de la justice.

Ce programme est celui du Rassemblement pour la démondialisation. Michèle en a parlé tout à l'heure. C'est un programme pour la France et un programme internationaliste puisque les mesures contenues dans ce programme auront des effets immédiats sur les relations internationales de la France. Le néocolonialisme, la guerre commerciale, les rapports de domination seront remplacés par des accords bilatéraux basés sur le respect des peuples et de leur souveraineté. C'est un programme internationaliste car il ne pourra que susciter l'espoir et le combat des peuples pour leur souveraineté.

Nous pensons qu'il est souhaitable et possible de créer de tels rassemblements dans nos pays respectifs. De créer ces instruments politiques sur une base programmatique sans doute limitée mais claire, sans s'égarer dans les discussions stériles et mortifères sur des adjectifs, des qualificatifs extrêmement ambigus. Deux exemples : le Plan B et le « Lexit ».

Le « plan B » et le « Lexit » réunit des acteurs dont les positions sont loin d'être communes. Ceux, comme Oscar Lafontaine, isolé au sein de Die Linke - qui prône la sortie de l'euro depuis longtemps – ou comme Frédéric Lordon ou encore Emiliano Brancaccio, Costas Lapavitsas et d'autres, auront-ils des points de vue convergents avec les altereuropéistes qui sont dominants dans ces mouvements mort-nés et veulent d'abord « sauver l'Europe ? »
Ces derniers revendiquent une renégociation des traités : « Notre plan A : travailler dans chacun de nos pays, et ensemble à travers l'Europe, à une renégociation complète des traités européens. ». Car pour ces européistes complexés « Aucune nation européenne ne peut avancer vers sa libération dans l'isolement. »

Nous le disons et le répétons : il n'y a pas de plan A, B, C ou X !
Après la tragi-comédie de Tsipras, les déclarations et les réactions de l'UE, qui peut encore croire que l'on peut discuter avec l'ennemi de nos peuples et remporter la victoire ?

Comment envisager une renégociation des traités au bénéfice des classes dominées sans annulation des traités et sans retour à la souveraineté nationale de chacun des pays de l'Union ?

C'est une dangereuse illusion de faire croire qu'il est possible de négocier même le poids des chaines. Là encore l'exemple grec nous montre chaque jour que le poids des chaines n'est pas proportionnel à ce que peut supporter le vaincu, il est décidé par le seul vainqueur.

L'unique plan pour libérer les classes dominées de nos pays est la sortie unilatérale de l'étau européen, de l'euro et de l'OTAN.

Je ne m'étendrai pas sur les divers leurres agités devant les peuples par les européïstes manipulateurs comme Varoufakis, l'ancien ministre des Finances Grec et Arnaud Montebourg, l'ancien ministre « socialiste » français de l'Économie, du Redressement productif et du Numérique, vice-président du conseil de surveillance de la chaîne d'ameublement Habitat, membre du comité d'orientation stratégique de la société Talan et quelques autres comme Jean-Luc Mélenchon.

Ceux qui parlent « d'une autre Europe », de négociation des traités, de désobéissance à l'UE, de sortie par l'Art. 50 (dont on voit les atermoiements de mise en œuvre aujourd'hui par la GB, sans doute dans l'espoir de contourner la volonté populaire comme en France, aux Pays-bas et en Irlande), de « plan B », de plan C ou de plan X, disent tous la même chose : l'UE est réformable et ira dans le sens des peuples.
Cette croyance, cette incantation mystique et désespérée doit être combattue ici et maintenant car, comme la Lorelei mythique, qui attirait les capitaines des bateaux et les faisait couler, les sirènes du

néolibéralisme que sont l'UE, les européistes, les altereuropéistes, les europiomanes ou les « plan-B-tistes » attirent les peuples pour mieux les faire sombrer.

Quand aux « Lexit », après avoir analysé avec soin le texte intitulé "La démocratie et la souveraineté populaire contre l'échec de l'intégration néolibérale européenne et de l'euro" qui annonce le lancement d'un réseau européen pour un "Lexit" - Left Exit – il est nécessaire de bien apprécier les conséquences néfastes de cet appel sur le plan politique et sur le plan stratégique.

Sur le plan politique
Que des individus se réclamant de la gauche affirment leur volonté de sortir de l'euro et de l'Union européenne est une initiative qui mérite d'être saluée. Mais leur démarche reste enfermée dans l'idéologie européiste, prône le fédéralisme en abandonnant l'Europe des nations, trouve des excuses à la reddition du Premier ministre grec Tsipras, veut réactiver un clivage gauche-droite artificiel, et ne se prononce pas sur les modalités pratiques d'un Lexit, question pourtant essentielle. En restant muet sur la nécessité d'un Lexit unilatéral, pays par pays, ce texte accrédite implicitement la thèse du changement de l'Union européenne depuis l'intérieur. Cette démarche n'est donc qu'un leurre. La solution n'est pas dans un Lexit illusoire, mais dans un processus de large rassemblement populaire pour la démondialisation.

Qu'il se trouve, désormais, des personnalités de gauche pour se démarquer de l'euro et de l'Union européenne qui restent, quasi-unanimement, soutenus par tous les partis de gauche et de l'extrême-gauche, peut apparaître comme une avancée. Pourtant, ce document est frappé de deux limites fondamentales qui lui interdisent de constituer la base sur laquelle se rassembler pour libérer les peuples.

Si nous partageons beaucoup d'aspects de l'analyse qui est faite de l'euro, nous sommes en profond désaccord sur des points essentiels.

1)- L'euro n'est pas le résultat « d'une architecture de l'union monétaire mal pensée dès l'origine ».

L'euro, dès le départ, a été utilisé pour forcer l'union politique. Les oligarques européens, ne parvenant pas, dans les années 1970 et 1980, à avancer suffisamment vers l'union politique, ont considéré que la mise en place d'une monnaie unique, par la convergence monétaire qu'elle supposait, pousserait à la convergence politique. Ce choix a été fait alors que les conditions pour créer une « zone monétaire optimale » n'étaient pas réunies. On ne peut donc pas dire, comme dans ce document, que « La crise de l'euro est le produit d'une architecture de l'union monétaire mal pensée dès l'origine ». D'ailleurs les auteurs du texte se contredisent un peu plus bas quand ils affirment que « rien de cela n'est arrivé par la faute d'un imprévisible défaut de construction de l'eurozone ».

2)- Le gouvernement du Premier ministre grec de Syriza, Monsieur Tsipras, avait le choix

Nous considérons comme insupportable, parce ce que contraire à la vérité, d'écrire, comme le fait ce texte, que « lorsque le gouvernement Syriza a tenté de mettre en œuvre son programme, plus encore après le NON au référendum, il a été défait par la Banque centrale européenne qui l'a forcé au mémorandum ». Certes, bien évidemment, le gouvernement grec a subi d'immenses pressions. Mais ce que nous disent les signataires de ce texte, est finalement que Monsieur Tsipras n'avait pas d'autre choix, puisque la BCE l'a « forcé au mémorandum ». Autrement dit, les signataires ne se rendent pas comptent qu'ils expliquent en fait qu'il ne peut y avoir de Lexit puisqu'il suffit que la

BCE « force » tel ou tel État à accepter l'austérité pour que les choses se fassent. C'est très inquiétant pour la suite, et nous incline à penser que le Lexit n'est que la tentative de généraliser la stratégie perdante suivie par Syriza.

3)- Le fédéralisme contrevient à la souveraineté populaire et nationale

Ce projet plaide pour « la possibilité d'un État fédéral européen démocratique qui ne reconduise pas les relations de domination entre les actuels États-membres, appellerait une authentique société civile européenne qui n'existe pas pour l'heure et qu'on ne fera pas advenir par décret. » Ainsi l'Europe des nations est abandonnée, une improbable « société civile européenne » est appelée à remplacer la souveraineté populaire. C'est en conformité avec la volonté de l'UE qui, par exemple, rend abstraite la responsabilité des dirigeants en remplaçant les « gouvernements » par la « gouvernance ».

4)- L'exigence de souveraineté nationale n'apparaît jamais

Ce texte, en omettant la revendication de la souveraineté nationale, se situe dans le sillage classique de l'idéologie européiste.

5)- La nécessité de sortir de l'Union européenne est ignorée

La lutte pour la sortie de l'euro est un premier pas encourageant. Mais que vaudrait la sortie de l'euro sans sortir de l'Union européenne ? Rester dans l'Union européenne signifie accepter le libre-échange, la libre circulation des mouvements de capitaux, le principe suprême de concurrence libre et non faussée, le lien avec l'Otan... Le Lexit ainsi conçu est incapable de résoudre les problèmes au sein de l'Union européenne, particulièrement le chômage, à propos duquel rien n'est dit.

6)- La nature du système de l'Union européenne n'est pas même évoquée

Ne pas dire que le système de l'Union européenne a été mis en place sous l'impulsion des dirigeants des États-Unis pour éliminer la souveraineté des nations européennes afin de les contraindre à mener des politiques atlantistes et libérales est, de notre point de vue, une grave faute politique.

Sur le plan stratégique :
Nos peuples souffrent durement des politiques néolibérales imposées par l'UE et par tous nos gouvernements qui en sont objectivement complices.
Depuis des années, ces politiques sont imposées par des gouvernements de droite comme de gauche. Les gouvernements se réclamant de la gauche sont même les plus zélés. Ce sont eux qui ont réussi à imposer l'austérité la plus grande. Ce sont eux qui ont privatisé les entreprises qui étaient souvent les fleurons et les monopoles des Etats. Ce sont eux qui ont cassé les protections sociales, aussi bien les « codes du travail » que les services de santé. Ce sont eux qui ont le mieux fait allégeance à Mme Merkel et à son euro. Ce sont eux qui ont le mieux fait allégeance à l'empire étasunien et à l'OTAN. Ce sont eux que nos peuples haïssent et dont ils veulent se débarrasser.

Certains diront que nos partis socialistes ne sont pas de gauche... Pas de la VRAIE gauche. Pourtant c'est bien de la gauche qu'ils se réclament. C'est au nom de la gauche qu'ils ont été élus. Ce sont des politiques de gauche qu'ils disent appliquer. Les campagnes électorales se mènent sur l'opposition droite / gauche. Les peuples sont enfermés dans ce faux choix. Ils y sont enfermés par les partis politiques de droite et de gauche et par les médias pour « faire barrage » à l'extrême droite.

Mais le résultat c'est que l'extrême droite n'est plus un épouvantail.
Les peuples en ont assez de cette fausse alternative à une même politique. Alors, pour en sortir, nos peuples se tournent vers ce qui leur semble être la sortie : des partis qui n'ont pas encore la marque du néolibéralisme, de l'austérité, de la corruption.
Parce qu'ils n'ont pas appliqué des politiques en faveur des classes dominées, les partis de gauche ont largement contribué à drainer les voix des électeurs vers les partis de la droite dure ou extrême.

La situation est pourrie. Bien sûr, on pourrait conduire de grands débats sur ce qu'est la gauche, la vraie gauche, l'autre gauche, la gauche de gauche, la gauche socialiste, j'en passe et des meilleures...
Mais l'urgence est là. Pendant que certains veulent une sortie « de gauche », en contradiction flagrante avec l'expérience, le vécu actuel des classes dominées, les politiques néolibérales se durcissent et nos peuples souffrent.

Aujourd'hui, pour des millions de gens, droite et gauche c'est l'austérité à perpétuité, les bas salaires, le manque de protection sociale, des retraites de misère, la durée de travail qui augmente, l'avenir qui est bouché. Ceci est vrai pour les classes dominées de tous nos pays. Et ces classes dominées sont composées de gens de gauche, de gens sans opinion politique et de gens de droite.

L'appel du « Lexit » limite et enferme volontairement le rassemblement contre l'euro aux personnes se réclamant de la gauche.

1)- Recréer un clivage gauche-droite sur l'euro est illusoire

Le document explique que « La non-viabilité de l'eurozone est désormais un fait établi. Tôt ou tard se présentera la grande alternative de la sortie : par la droite ou par la gauche, chacune évidemment avec des effets très différents pour les différentes classes sociales. » Le document ne donne aucun contenu à cette « sortie par la gauche ». Ce n'est que du verbe, une tentative de recréer artificiellement un clivage gauche-droite disparu depuis longtemps.

2)- Prétendre que le Lexit est la bonne perspective est une impasse

Affirmer que « Le Lexit est l'option des stratégies d'émancipation et de dépassement de l'intégration néolibérale » ne fait que réduire la mobilisation à ceux, de moins en moins nombreux – à juste titre – qui se réclament de la gauche. C'est une stratégie dont l'échec est déjà annoncé.

3)- Les signataires du Lexit ne mettent pas la coordination européenne anti-euro comme une référence

Ce geste traduit le sectarisme de la démarche.

Alors une question se pose : s'agit-il de convaincre tout un peuple d'être de gauche ? Ou s'agit-il de sortir de ces politiques néfastes, de changer la vie de millions de gens, de recouvrer chacun notre pouvoir de décision, notre indépendance, de reprendre en main notre destin, bref d'être des démondialisateurs ?

Il faut un rassemblement pour la démondialisation
Non seulement nous ne nous associons pas à ce « Lexit » vide de contenu, mais nous le combattons comme un énième leurre. La gauche – comme la droite – est discréditée. Elle a épuisé ses forces propulsives. Elle ne représente en aucun cas un clivage entre classes sociales. Il faut dépasser ce

clivage artificiel et le remplacer par le seul clivage pertinent : celui entre classes dominantes et classes dominées. Telle est, à notre sens, la perspective politique ouverte, porteuse d'avenir, qui peut mobiliser les peuples des pays européens.

Pour nous, seule l'union de tous les démondialisateurs, sans exclusive, autour d'un programme clair permettra de sortir du néolibéralisme et de changer de société. On peut dire que c'est un programme révolutionnaire. Pas de gauche, bien sur pas de droite, révolutionnaire. Car, comme le disait le Commandant Fidel Castro au Chili, lors d'un dialogue avec les étudiants de la Concepción le 18 novembre 1971 : « Etre révolutionnaire 26/09/ysignifie ne pas être dogmatique. Etre révolutionnaire, c'est être réaliste. Etre révolutionnaire, c'est partir de la réalité. Etre révolutionnaire, c'est profiter de chacune des possibilités d'aller de l'avant, honorablement, dignement, en respectant des principes, afin d'atteindre les objectifs pour lesquels luttent et doivent lutter nos peuples ». Il ajoutait « La révolution, c'est l'art d'unir des forces, de regrouper des forces pour livrer des batailles décisives contre l'impérialisme. Aucune révolution, aucun processus révolutionnaire ne peut se permettre d'exclure une force quelconque, de la minimiser: Aucune révolution ne peut se permettre d'exclure de son vocabulaire le verbe rallier. »

Pour terminer je veux rappeler que la coordination européenne pour la sortie de l'euro dont nous sommes un des membres fondateurs, qui a organisé des initiatives en Grèce, en Espagne, en Italie (à Rome en janvier 2015 et ici aujourd'hui) et en France, certainement en mars en 2017 – et qui n'a été invitée à aucun de ces débats sur les divers plan de diversion - à dénoncé dans son communiqué de janvier 2015 et dénonce encore tout nouveau leurre qui serait orchestré par des responsables de partis, d'organisations et de personnalités attachés avant tout à un « projet européen », qui refuseraient de s'affronter à l'Union européenne et à l'euro pour ce qu'ils sont – des instruments de domination et de mise sous tutelle des peuples.
La Coordination européenne pour la sortie de l'euro s'est toujours déclarée disponible pour travailler avec tous ceux qui veulent vraiment la sortie de l'euro et qui sont prêts à débattre pour construire les conditions d'y parvenir.
Elle dénonce vigoureusement les opérations qui maintiennent les classes dominées dans l'impasse que constituent l'euro, l'Union européenne et l'OTAN. Car les peuples et chacun de nos pays ont un besoin vital de recouvrer leur souveraineté pour sortir de l'austérité et reconquérir la liberté de définir leurs politiques de justice sociale et de nouvelles formes de coopération internationale.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire